

## Gilets jaunes : que faire pour endiguer la violence désormais installée ?



La réponse répressive n'est pas la manière la plus efficace de maintenir l'ordre public.

Avec Sylvain Boulouque

Avec Guillaume  
Jeanson

### **Atlantico: Qui sont désormais les auteurs des violences commises en manifestation ? Il semble que samedi, il y ait eu principalement des casseurs d'extrême-gauche.**

**Guillaume Jeanson :** La mobilisation des gilets jaunes reste vivace et, ce week-end encore, des images fortes ont émaillé ces mobilisations. En fin de journée samedi, une trentaine de personnes étaient arrêtées à Paris. Vous faites cependant référence sans doute à l'incendiaire « présumé » d'un véhicule sentinelle et d'une Porsche aux abords du champ de mars dont Christophe Castaner lui-même a indiqué l'arrestation dimanche. Qu'il appartienne à des mouvances d'extrême gauche n'a rien d'étonnant. Les symboles de richesses, telles que les banques, les produits considérés comme relevant de l'industrie du luxe, de même que les symboles du pouvoir ou de l'Etat sont abondamment visés par ces groupuscules. Certains analystes avaient d'ailleurs déjà relevé ce point il y a plusieurs mois lors du saccage particulièrement choquant de l'Arc de Triomphe. Mais ne nous y trompons pas : si cette précision de l'orientation ou de la couleur politique intéresse, c'est parce qu'elle bat utilement en brèche certains amalgames voulus par le pouvoir qui cherche à criminaliser l'ensemble de ses opposants. L'affichage permet la récupération.

Méfions-nous donc des stratégies de communication à l'œuvre. Elles peuvent conduire à encourager indirectement une forme de deux poids deux mesures qui serait bien sûr révoltant. Ces actes sont inadmissibles. Et ils le sont quelles que soient les préférences et ou affiliations politiques de celui qui les pose. La justice s'honorerait donc à faire preuve de la même intransigeance envers les casseurs d'extrême gauche qu'envers ceux de n'importe quelle autre bord politique.

J'ajoute que par l'effet désastreux du mimétisme (ou de l'embrigadement), certains s'adonnent également à des actes répréhensibles, sans afficher pour autant de couleur. Soit parce qu'ils sont réellement apolitiques soit parce qu'il est encore un peu tôt pour leur prêter une quelconque affiliation sérieuse. Je pense par exemple à cet enfant de douze ans interpellé en train de briser les vitres d'une préfecture de province avec une fronde et des billes... Oui, c'est un fait que bon nombre des casseurs qui essaient les rangs violents de certaines manifestations des gilets jaunes relèvent de l'extrême gauche. Mais ce sont l'ensemble des « professionnels de la violence », tous bords confondus, qui doivent se voir ôter au plus vite leur capacité de nuisance. Et par là, également leur influence regrettable sur les esprits des plus vulnérables.

**Sylvain Boulouque :** Il y a plusieurs types de gilets jaunes qui utilisent la violence comme arme politique : ceux d'ultra-gauche

(proches des black blocs), qui espèrent ainsi renverser le système capitaliste, l'ultra-droite, qui veut instaurer un ordre nouveau et les gilets jaunes « autonomes » qui réclament le RIC et la démission de Macron. Les trois se juxtaposent, le mouvement des gilets jaunes est souvent violent dans son expression même.

Au début de la manifestation de samedi, il y a d'abord eu des provocations de l'ultra-droite face aux forces de l'ordre (on a vu un salut nazi et coup de pied contre un policier), le début des violences près du Palais-Bourbon sont aussi liées à l'ultra-droite. Ensuite, quasiment toutes les violences sur la fin de parcours étaient le fait de l'ultra gauche (black blocs) : on a vu des échauffourées avec saccage des banques. Ce sont des types de violences différents. Quant aux gilets jaunes « autonomes », ils ont participé à certaines de ces violences (affrontements avec les forces de l'ordre, tentative de prendre le Palais-Bourbon) mais ils montrent plus de porosité avec l'ultra droite, qu'avec l'ultra-gauche, sauf durant les affrontements avec la police.

**D'une certaine manière les gilets jaunes ont intérêt à ce que la pression se maintienne mais dans le même temps, les images de vitrines brisées ou de véhicules anti-terroristes pèsent aussi lourdement sur l'image du mouvement qui a besoin de garder la sympathie des Français. La violence est-elle une stratégie payante pour le mouvement ?**

Sylvain Boulouque : La violence est une stratégie qui est payante et qui rencontre la sympathie d'une partie de l'opinion. Il y a quelques années un livre dirigé par la sociologue Anne Luxel montrait que 25% des jeunes trouvaient le recours à la violence légitime. Dans les sondages sur les gilets jaunes, on voit que 20% population trouve la violence des gilets jaunes légitime, ça veut dire que le monopole de la violence légitime par l'État est remis en cause par une partie non négligeable de la population.

**Il est perturbant de voir que depuis près de 3 mois, le gouvernement a en quelque sorte perdu le contrôle de l'ordre public. Peut-il uniquement y répondre avec un arsenal répressif ou faut-il aussi une réponse politique? Concrètement, qu'est ce qui pourrait mettre un terme à ces violences ?**

Sylvain Boulouque : Le pouvoir a deux options : attendre que le niveau de violence baisse, ou essayer de contenir cette violence. La contenir, c'est plus compliqué car certains manifestants souhaitent aller à l'affrontement. A partir de là, la situation est insoluble, car il y a suffisamment de personnes prêtes à se battre pour que des affrontements aient lieu. L'espoir que peut avoir le gouvernement c'est que le mouvement diminue en intensité pour que l'expression de la violence soit rendue impossible par le faible nombre de manifestants, comme on l'a vu au moment des fêtes, mais ce n'est pas le cas pour le moment.

En plus des manifestants prennent goût à la violence, une fois qu'ils ont participé ils sont prêts à recommencer, le phénomène n'est donc pas prêt de s'arrêter. C'est par ailleurs un phénomène qu'on retrouve dans toutes les manifestations au sein des démocraties occidentales. En plus ce climat est entretenu par un certain nombre de médias qui relaient en permanence, et parfois avec empathie, les actions d'un certain nombre de gilets jaunes (comme RT, Sputnik et Le Média).

La France a toujours choisi un maintien de l'ordre plutôt agressif, de répondre à violence à la violence en quelque sorte, à la différence d'autres pays. On voit que la police use de la violence alors qu'il y aurait d'autres moyens, il y a un choix de la confrontation qui ne favorise pas l'apaisement.

Il est clair que ceux qui sont dans la rue aujourd'hui n'ont aucune envie de participer au grand débat. Après si l'on prend les grandes crises de l'histoire de France au XXème siècle, on peut voir que la dissolution des ligues par le Front Populaire n'a pas fonctionné ; plus généralement, les groupes qui n'existent pas formellement (black blocs) ne peuvent pas être dissous, ou se reforment même interdits (comme les Zouaves, groupuscule d'ultra-droite, qui sont un groupe informel).

Par ailleurs, une loi « anti-casseurs » a déjà été mise place par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin dans les années 70 ; elle n'a pas empêché grandes manifestations de la LCR contre Ordre Nouveau, ou les manifestations des sidérurgistes en 1979. Bref, les lois « anti-casseurs » n'ont pas été utiles jusqu'ici, elles génèrent des atteintes aux libertés potentiellement inconstitutionnelles, et sont assez inefficaces face à des gens déterminées.

Guillaume Jeanson : A-t-il vraiment perdu le contrôle de l'ordre public ? Certaines images pourraient certes le laisser supposer : policiers frappés aux visages, doigts de manifestants arrachés par une grenade de désencerclement, signalements IGP... D'autres, (en s'appuyant notamment sur les consignes qui auraient été données aux forces de l'ordre) redoutent cependant autre chose, comme une sorte de stratégie politicienne moins avouable. L'arsenal répressif récemment voté nous paraît à cet égard assez symptomatique. Il allie en effet deux choses très différentes : d'abord, des changements de degrés dans notre législation qui sont impropres à offrir le « remède miracle » que prétend offrir le gouvernement pour endiguer toutes ces dérives (puisque notre droit était déjà assez bien pourvu en la matière).

Plus concrètement, sur ce premier volet la nouvelle loi alourdit quelques sanctions et élargit certains périmètres répressifs. Mais, si l'on ne s'attèle pas aux problématiques affectant, de manière générale, le bon fonctionnement de la chaîne pénale, les effets de ces retouches techniques seront à peine visibles en pratique. Ensuite, ce texte de loi témoigne d'un changement de paradigme qui nous paraît, quant à lui, véritablement problématique dans une démocratie comme la nôtre. De l'inutile du premier volet, on passe donc au danger du second volet. Il s'agit ici du fait d'offrir la possibilité à l'exécutif d'interdire un individu de manifester, alors même qu'il n'a pas été condamné par un tribunal pour des faits graves commis en lien avec une précédente manifestation. Cette faculté ouvre immanquablement la porte à des dérives. Même si ce pouvoir n'en abuse pas véritablement au cours de ce mandat, on peut penser

---

que le mal est déjà fait en ce sens qu'un tel texte (et le calendrier choisi pour le faire voter) contribue nécessairement à aggraver les tensions entre ce dernier et les gilets jaunes qui ne peuvent que se sentir visés par un tel dispositif (dont les répercussions pourraient s'étendre bien au-delà des simples « casseurs »). Cette réponse répressive de l'exécutif est donc à mon sens (à tout le moins) extrêmement maladroite. Car elle risque d'aggraver les choses.

Si la réponse ne peut faire l'économie d'une part de fermeté envers ceux qui violent délibérément la loi, elle doit principalement être politique. Et pour ce faire, témoigner d'une écoute sincère, respectueuse et constructive. Le fameux « grand débat » remplit-il chacun de ces critères ? Rien n'est moins sûr, même s'il est préférable d'attendre de le voir mené jusqu'à son terme avant de se montrer définitifs. Et il va sans dire que la tentation d'entretenir la contestation doit être réelle pour un pouvoir macroniste qui voit sans doute en la multiplication des listes de gilets jaunes déposées pour les européennes un bon moyen d'affaiblir l'opposition et donc de favoriser, malgré son impopularité galopante, un score honorable aux prochaines élections.